

Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement du 15 juillet 1997  
SOUS-COMMISSION PARITAIRE DES MAISONS D'ÉDUCATION ET  
D'HEBERGEMENT DE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE (319.01) du 7 juillet 1999

**Convention collective de travail en complément de la convention collective de travail du 15 juin 1998 portant l'accord-cadre relatif à l'exécution de l'accord intersectoriel flamand du 5 mai 1998 pour le secteur social marchand**

**Article 1er** - La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs ressortissant à la sous-commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande (319.01).

Par travailleurs on entend le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

**Article 2** - La présente convention collective de travail est conclue en complément de la convention collective de travail du 15 juin 1998 portant "l'Accord-cadre", en ce qui concerne la poursuite de l'attribution sélective et les modalités des moyens du Maribel social.

Par conséquent, les dispositions de la présente convention collective de travail relèvent également de la convention collective de travail du 29/5/1998 portant des mesures pour la promotion de l'emploi dans les Maisons d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande.

### **Article 3 - MESURES GENERALES:**

§ 1 : Extensions et nouvelles agrégations pour l'aide aux handicapés et l'Aide à la jeunesse;

Les extensions d'agrégations et les nouvelles agrégations dans les secteurs de l'Aide aux handicapés et de l'Aide à la jeunesse, octroyées dans la période du 1/7/1998 jusqu'au 1/7/1999, sont reprises à partir de leur réalisation effective dans les modalités d'application "Maribel social", telles que définies par le Fonds sectoriel. Pour l'Aide aux handicapés, cela signifie l'adaptation du droit théorique "Maribel social 1" (CCT du 24/3/1997 portant des mesures pour la promotion de l'emploi) à la nouvelle situation et l'intégration dans l'octroi du budget de la pression de travail (art. 3 §.1, 1° de la CCT portant l'Accord-cadre du 15/6/1998). Pour l'Aide à la jeunesse, cela signifie l'adaptation du droit théorique "Maribel social 1" (CCT du 24/3/1997 portant des mesures pour la promotion de l'emploi) à la nouvelle situation.

Le budget de cette mesure s'élève à:

secteur de l'aide aux handicapés: 8,2 millions de FB

secteur de l'Aide à la jeunesse: 1,8 millions de FB

§ 2: Octroi dossiers supplémentaires Maribel social:

Les dossiers de demande "Maribel social" qui devaient être examinés encore par le Fonds sectoriel après le premier de tour d'agrégation et sur lesquels les décisions ont été prises par le Comité de gestion avant le 1/7/1999, sont régularisés et repris dans l'application du Maribel social, tel que prévu par le Fonds sectoriel.

Le budget de cette mesure s'élève à 6 millions de FB.

§ 3 : Attribution du droit théorique Maribel social à tous les équipements.

A partir de 1999, le droit théorique Maribel social tel que prévu par le Fonds sectoriel et réglable contre le coût salarial effectif à prouver, est maintenu pour tous les équipements, même si avant le 31/12/1998, le nombre de personnes engagées pour l'année 1998 n'est pas suffisant et si un montant inférieur a été octroyé. Le budget de cette mesure s'élève à : 2,5 millions de FB.

§ 4: Rajustement du coût salarial brut moyen par ou au prorata de l'unité temps plein **Maribel** social emploi (art. 8 de la CCT du 29/5/1998 portant des mesures pour la promotion de l'emploi).

A la suite du rajustement du coût salarial brut par ou au prorata d'une unité temps plein jusqu'à 1 272 000 FB sur base annuelle, et des rajustements ultérieurs éventuels tel que mentionné dans la CCT du 10/5/1999 (CP 319.01) et du 4/6/1999 (CP 319), les budgets **Maribel** social octroyés aux équipements sont augmentés conformément dans la mesure où ces rajustements sont pris en compte dans les budgets du Fonds sectoriel.

Cette augmentation implique que le coût salarial payé effectivement aux travailleurs bénéficiaires est augmenté conformément sur la base du subventionnement maximum par le Fonds sectoriel.

Le budget de cette mesure s'élève à: 51,5 millions de FB.

#### **Article 4: MESURES SECTORIELLES:**

##### **§1: AIDE AUX HANDICAPES:**

1° Emploi en vue de la poursuite partielle de l'application de la norme du personnel (art. 3, § 1, 3° de la CCT du 15/6/1998 portant l'Accord-cadre);

Afin de pouvoir exécuter complètement cette mesure jusqu'à 80 % après la décision de l'autorité subsidiaire pour ne financer que jusqu'à 72,5 %, le Fonds sectoriel doit prévoir un budget supplémentaire de 33 millions de FB pour financer supplémentaires entre 72,5 et 75% "PN/PR" suivant les modalités du Fonds sectoriel.

2° Services d'aide en milieu de vie (8,9 millions): appui administratif;

En plus de la norme du personnel administratif, octroyée par l'autorité subsidiaire, il est prévu:

- + 0,125 ETP - pour 0-999 aides
- + 0,25 ETP pour 1000-1999 aides
- + 0,4 ETP pour 2000-2999 aides
- + 0,75 ETP pour + 3000 aides

Cet emploi supplémentaire sera consacré à l'appui administratif du service et des aidants et ne peut dès lors être transformé en heures d'aide supplémentaires afin d'augmenter ainsi le nombre d'aides.

3° Habitation assistée (22,9 millions) : appui administratif;

A l'appui du travail d'aide et de l'organisation du service et étant donné que l'autorité subsidiaire ne prévoit pas encore une norme d'appui administratif, il est octroyé:

- + 0,25 ETP pour 0-23 places
- + 0,5 ETP pour 24 places ou plus.

Cet emploi supplémentaire sera consacré à l'appui administratif du service et des aidants et ne peut dès lors être transformé en heures d'aide supplémentaires afin d'augmenter ainsi le nombre d'aides.

4° Habitation protégée (7 millions):

En plus de la norme octroyée par l'autorité subsidiaire, il est prévu:

- + 0,25 ETP par 10 places

Cette norme est susceptible d'être fractionnée de la même façon, en fonction du nombre de places, tel que l'**octroi** de personnel par l'autorité subsidiante.

5° Semi-internats **non-scolarisés** (9 millions): appui **administratif**/ou accompagnement;

Pour la catégorie des semi-internats autonomes avec 100% de non-scolarisés:

+0,5 ETP administration **et/ou** accompagnement, à partir d'une capacité de 10 places.

Pour la catégorie de semi-internats non autonomes 100% de non-scolarisés et semi-internats avec agrégation mixte scolarisés et non-scolarisés, où, dans les deux cas, un fonctionnement clairement autonome au niveau du contenu est prévu sur le terrain pour les non-scolarisés: + 1/3 ETP administration **et/ou** accompagnement, à partir d'une capacité de 10 places.

Cet emploi supplémentaire sera consacré à l'**appui** administratif du service **et/ou** l'**accompagnement** du fonctionnement concerné et ne peut dès lors être utilisé à d'autres fins.

§ 2: AIDE A LA JEUNESSE:

1° Centres de jour (36,3 millions): aide;

Sur la base de la capacité totale agréée des pouvoirs organisateurs, il est prévu, en plus de la norme de personnel octroyée par l'autorité subsidiante, pour les heures **d'aide**:

+ 1/3 <b>ème</b> ETP	en cas d'une capacité < 9
+ 0,5 ETP	en cas d'une capacité 9-14
+ 0,75 ETP	en cas d'une capacité 15-19
+ 1 ETP	à partir d'une capacité de 20

En ce qui concerne les agrégations combinées sous le même pouvoir organisateur, il est convenu que le personnel supplémentaire octroyé sur la base de la présente convention collective de travail, n'est pas échangeable, tel que prévu par le "**Besluit Bijzondere Jeugdbijstand**" ("**Arrêté d'aide à la jeunesse**") mais qu'il reste attribué à la division du centre de jour.

L'attribution de ces heures d'aide supplémentaires ne peut pas non plus entraîner une réduction des heures d'accompagnement déjà existantes dans le centre de jour en date de l'entrée en vigueur de la présente convention.

Le pouvoir organisateur qui répartit la capacité agréée sur plusieurs lieux d'établissement ou divisions répartira de façon équilibrée l'**octroi** de personnel supplémentaire en fonction des besoins sur les divisions en concertation avec la délégation syndicale ou, à défaut de celle-ci, avec le personnel concerné.

Les parties conviennent que l'**octroi** de personnel supplémentaire par le Fonds sectoriel aux centres de jour doit être poursuivi dans un financement définitif après la période 01/07/1999 - 30/06/2002.

Le comité de gestion Fonds social "**VOHI**" décide du financement.

2° Accueil en famille (13,5 millions): aidants familiaux;

En plus de la norme octroyée par l'autorité subsidiante, il est prévu:

inclusivement les heures octroyées dans la CCT portant l'**Accord-cadre** pour l'aidant familial, la norme de + 0.5 ETP par tranche de 36 aides (telle que connue au 31/12/1998) est réalisée en première instance.

Afin de développer cette fonction, il est octroyé supplémentaires aux services d'accueil en famille pour la première tranche de 36 aides + 6 heures supplémentaires aide familial.  
Etant donné que la norme subventionnée ne prévoit pas encore suffisamment **d'effectifs** pour répondre à l'aide familial nécessaire, cet emploi supplémentaire est déjà ajouté aux services dans ce but.

§ 3: AIDE AUX FAMILLES (Centres d'aide intégrale aux familles): 5,1 millions

Il est octroyé aux Centres d'aide intégrale aux familles des heures **d'aide** supplémentaires suivant la liste nominative en annexe. Ces heures d'aide supplémentaires sont ajoutées aux effectifs déjà existant au 1/7/1999.

En partant du cadre du personnel fixé historiquement dans chaque Centre **d'aide** intégrale aux familles, cet emploi supplémentaire permet de fixer un point de départ égal pour chaque Centre en fonction de l'encadrement du personnel de référence (CCT du 1/7/1998) et d'éventuels développements ultérieurs.

§ 4: TRAVAIL D'AIDE SOCIALE AUTONOME

1° Reprise de l'emploi **Maribel** social du Fonds sectoriel 305.02 (services ambulatoires): 5 millions;

L'emploi octroyé aux services ambulatoires sera poursuivi de la même façon conformément à l'accord entre les Fonds sectoriels concernés et sera toujours financé par le Fonds sectoriel Maribel social 319.01.

Par conséquent, il est repris dans la convention collective de travail du 29/5/1998 portant des mesures pour la promotion de l'emploi dans les maisons d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande.

2° Emploi supplémentaire "appui central" par centre agréé (11,5 millions + 16,3 millions du transfert du personnel de la 305.02).

A chaque Centre autonome de travail d'aide sociale, de l'emploi supplémentaire sera octroyé pour l'**appui** central étant donné que l'autorité subsidiante n'a pas encore prévu une norme à cet effet.

L'attribution par centre sera au minimum de + 0,5 **ETP** suivant la clé de répartition du nombre d'unités de personnel régulier **dans l'arrêté** d'agrément.

Ces heures d'emploi supplémentaires sont ajoutées aux effectifs déjà existant au 1/7/1999.

Dans le contexte de cette disposition, une convention collective de travail complémentaire à la convention collective de travail du 1/7/1998 est conclue afin d'harmoniser les conditions de travail et de rémunération pour le "Travail d'aide sociale".

**Article 5 : DISPOSITIONS FINALES:**

Toutes les mesures reprises dans la présente convention collective de travail sont valables sur la base de et pour les agrégations telles qu'elles existent en date de l'entrée en vigueur de la présente convention.

Ces mesures pour **l'emploi** visent à réduire la pression de travail et à améliorer la qualité du service.

Ainsi, les parties souhaitent répondre sélectivement à la pression de travail, dans le sens qu'elles répondent aux insuffisances dans les normes nécessaires du personnel subventionné.

Les parties signataires confirment néanmoins que les autorités publiques devraient prendre les mesures nécessaires afin **d'aboutir** à une solution structurelle de ces problèmes concernant les normes du personnel et que les réductions des cotisations **maribel** social ne constituent pas un moyen qui permet de les compenser définitivement en soi et vers le futur.

Dès lors, par la conclusion de la présente convention collective de travail, les parties ne rendent aucun jugement sur l'utilisation **des** nouveaux moyens futurs éventuels "Maribel social".

**Article 6:** La présente convention collective de travail entre en vigueur au 1er juillet 1999 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de 6 mois notifié par lettre recommandée au Président de la Sous-commission paritaire des maisons **d'éducation** et d'hébergement de la Communauté flamande.

02-08-1999

27-01-2000

53.730/6/319.01

*Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen d.d. 15 juli 1989***PARITAIR SUBCOMITÉ VOOR DE OPVOEDINGS- EN HUISVESTINGSINRICHTINGEN VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP (319.01)** *d.d. 7 juli 1989*

Collectieve arbeidsovereenkomst ter aanvulling van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 juni 1998 houdende raamakkoord *betreffende de uitvoering van het Vlaams Sectoraal Akkoord van 5 mei 1998 voor de special profiteerders*

**Artikel 1** - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers, ressorterend onder het paritair subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen van de Vlaamse Gemeenschap (319.01).

Onder werknemers wordt verstaan het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.

**Artikel 2** - Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten ter aanvulling van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 juni 1998 houdende "Raamakkoord", voor wat betreft de verdere selectieve toewijzing en modaliteiten van de middelen Sociale Maribel.

Aldus vallen de bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst eveneens onder de collectieve arbeidsovereenkomst van 29/5/1998 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de Opvoedings- en Huisvestingsinstellingen van de Vlaamse Gemeenschap.

**Artikel 3 - ALGEMENE MAATREGELEN:**

§ 1 : Uitbreidingen en nieuwe erkenningen gehandicaptenzorg en Bijzondere Jeugdbijstand; De uitbreidingen van erkenningen en de nieuwe erkenningen in de sectoren Gehandicaptenzorg en Bijzondere Jeugdbijstand, toegekend in de periode 1/7/1998 tot 1/7/1999, worden vanaf hun effectieve realisatie opgenomen in de toepassingsmodaliteiten "Sociale Maribel" zoals bepaald door het Sectoraal Fonds. Voor de Gehandicaptenzorg betekent dit de aanpassing van het theoretisch recht "Sociale Maribel 1" (CAO van 24/3/1997 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling) aan de nieuwe situatie en de integratie in de toekenning van het werkdrubudget (art. 3 §.1, 1° van de CAO houdende Raamakkoord van 15/6/1998). Voor de Bijzondere Jeugdbijstand betekent dit de aanpassing van het theoretisch recht "Sociale Maribel 1" (CAO van 24/3/1997 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling) aan de nieuwe situatie.

Het budget van deze maatregel bedraagt:

sector gehandicaptenzorg: 8,2 miljoen BEF.

sector Bijzondere Jeugdbijstand: 1,8 miljoen BEF.

§ 2: Toekenning bijkomende dossiers Sociale Maribel:

De aanvraagdossiers "Sociale Maribel" die na de eerste erkenningsronde door het Sectoraal Fonds verder dienden te worden onderzocht en waarover de beslissingen vóór 1/7/1999 door het Beheerscomité genomen zijn, worden geregulariseerd en opgenomen in de toepassing van de Sociale Maribel zoals bepaald door het Sectoraal Fonds.

Het budget van deze maatregel bedraagt: 6 miljoen BEF.

§ 3 : Toekenning van het theoretisch recht Sociale Maribel aan alle voorzieningen.

Vanaf 1999 wordt het theoretisch recht Sociale Maribel zoals bepaald door het Sectoraal Fonds en tegen te bewijzen effectieve loonkost afrekenbaar, voor alle voorzieningen gehandhaafd, ook wanneer vóór 31/12/1998 voor het jaar 1998 niet (voldoende) werd aangeworven

en een **lager** bedrag **werd** toegekend. Het budget van deze maatregel **bedraagt**: 2,5 miljoen BEF.

§ 4: **Aanpassing** van de **gemiddelde brutoloonkost** per of pro rata de **voltijdse eenheid Sociale Maribel tewerkstelling** (art. 8 van de CAO van 29/5/1998 houdende maatregelen met het oog op de **bevordering** van de tewerkstelling).

Als gevolg van de **aanpassing** van de gemiddelde brutoloonkost per of pro rata een voltijdse eenheid tot 1 272 000 BEF op **jaarbasis**, en de **eventuele** latere **aanpassingen hiervan zoals vermeld** in de CAO van 10/5/1999 (PC 319.01) en 4/6/1999 (PC 319), worden de toegekende **budgetten** Sociale Maribel **aan de voorzieningen overeenkomstig** verhoogd in de mate dat deze **aanpassingen verrekend zijn** in de budgetten van het **Sectoraal Fonds**.

Deze **verhoging** houdt in dat de **effectiefuitbetaalde loonkost** aan de rechthebbende **werknemers** op basis van de maximale **betoeelaging vanuit** het Sectoraal Fonds **overeenkomstig wordt** verhoogd.

Het budget voor deze maatregel bedraagt: 51,5 miljoen BEF.

#### **Artikel 4: SECTORALEMAATREGELEN:**

##### **§1 : GEHANDICAPTENZORG:**

1° Tewerkstelling tot gedeeltelijke verdere **invulling** van de **personeelsnorm** (art. 3, § 1, 3° van de CAO van 15/6/1998 houdende **Raamakkoord**);

**Om** deze maatregel **volledig te kunnen uitvoeren tot 80 % na de beslissing** van subsidiërende overheid **om slechts tot 72,5 % te financieren**, dient het Sectoraal Fonds een bijkomend budget van 33 miljoen BEF te **voorzien** om volgens de **modaliteiten** van het Sectoraal Fonds bijkomend te financieren **tussen 72,5 en 75 % PN/PR volgens** de modaliteiten van het Sectoraal Fonds.

2° **Thuisbegeleidingsdiensten** (8,9 miljoen): **administratieve ondersteuning**;

Bijkomend aan de **norm administratiefpersoneel**, toegekend door de subsidiërende overheid, wordt voorzien:

- + 0,125 FTE - bij 0-999 **begeleidingen**
- + 0,25 FTE bij 1000-1999 **begeleidingen**
- + 0,4 FTE bij 2000-2999 **begeleidingen**
- + 0,75 FTE bij + 3000 **begeleidingen**

Deze bijkomende tewerkstelling **zal** worden besteed aan administratieve ondersteuning van de dienst en van de begeleiders en **kan derhalve niet** worden omgezet in bijkomende **begeleidingsuren** om het **aantal begeleidingen hiermee** te verhogen.

3° **Begeleid wonen** (22,9 miljoen): **administratieve ondersteuning**;

Ter ondersteuning van het **begeleidingswerk** en de **organisatie** van de dienst en **aangezien** de gesubsidieerde overheid **alsnog geen norm** administratieve ondersteuning **voorziet**, wordt toegekend:

- + 0,25 FTE bij 0-23 **plaatsen**
- + 0,5 FTE bij 24 **plaatsen of meer**.

Deze bijkomende **tewerkstelling** zal worden besteed aan administratieve ondersteuning van de dienst en van de begeleiders en kan derhalve niet worden omgezet in bijkomende **begeleidingsuren** om het aantal begeleidingen hiermee te verhogen.

4° **Beschermd Wonen** (7 miljoen):

Bijkomend **aan de norm** toegekend door de subsidiërende overheid wordt **voorzien** in:

+ **0,25 FTE per 10 plaatsen**

Deze norm is **fractioneerbaar** op **dezelfde wijze**, naargelang het **aantal plaatsen**, zoals de **toekenning** van personeel **vanuit** de subsidiërende overheid.

5° **Semi-internaten niet-schoolgaanden** (9 miljoen): **administratieve ondersteuning en/of begeleiding**;

Voor de catégorie van de autonome **semi-internaten** met 100% niet-schoolgaanden:

+0,5 FTE **administratie en/of** begeleiding, **vanaf** een capaciteit van 10 plaatsen.

Voor de catégorie **niet-autonome semi-internaten 100%** niet-schoolgaanden en **semi-internaten** met gemengde **erkenning schoolgaanden en niet-schoolgaanden**, waar in beide **gevallen** op het **terrein** een **duidelijke** autonome **inhoudelijke werking** voor de niet-schoolgaanden is uitgebouwd: +1/3<sup>de</sup> FTE administratie **en/of** begeleiding, vanaf een capaciteit van 10 plaatsen.

Deze bijkomende **tewerkstelling zal** worden besteed aan administratieve ondersteuning van de dienst **en/of** begeleiding van de **betrokken** werking en **kan derhalve niet** worden ingezet voor **andere** doeleinden.

## § 2: **BIJZONDERE JEUGDBIJSTAND:**

1° **Dagcentra** (36.3 miljoen): **begeleiding**;

Op basis van de totale erkende capaciteit van de **inrichtende** machten wordt bijkomend aan de **personeelsnorm** toegekend door de subsidiërende overheid, voorzien voor begeleidingsuren:

+ 1/3<sup>de</sup> FTE bij **capaciteit** < 9

+ 0,5 FTE bij **capaciteit** 9-14

+ 0,75 FTE bij **capaciteit** 15-19

+ 1 FTE vanaf **capaciteit** 20

Voor wat **betreft** de **gecombineerde erkenningen** onder dezelfde inrichtende **macht** wordt overeengekomen dat het bijkomende personeel toegekend op basis van deze **collectieve arbeidsovereenkomst**, niet **inwisselbaar** is zoals **bepaald** bij het Besluit Bijzondere Jeugdbijstand **maar** toegekend **blijft** aan de **afdeling dagcentrum**.

De toekenning van deze bijkomende begeleidingsuren kan **evenmin aanleiding** geven tot het **verminderen** van de reeds **aanwezige** begeleidingsuren in het dagcentrum op de **datum** van **inwerkingtreding** van deze **overeenkomst**.

De inrichtende macht die de erkende capaciteit verdeelt over meerdere **vestigingsplaatsen** of **afdelingen** zal de toekenning van het bijkomend personeel naargelang de **noodwendigheden** **evenwichtig** verdelen over de afdelingen in overleg met de syndicale delegatie of, bij ontstentenis, met het betrokken personeel.

**Partijen** komen overeen dat de toekenning door het **Sectoraal Fonds** van het bijkomend personeel aan de **dagcentra** in een **definitieve financiering** na de période 01/07/1999 - 30/06/2002 moet worden gecontinueerd.

Het **beheerscomité Sociaal Fonds VOHI** beslist over de financiering.

2° Pleegzorg (13,5 miljoen): **gezinsbegeleiders**;

Bijkomend aan de **norm** toegekend door de subsidiërende overheid wordt **voorzien** in: met **inbegrip** van de in de CAO houdende **Raamakkoord (15/06/1998)** toegekende uren **gezinsbegeleider** wordt in eerste **instantie** de norm van + 0.5 FTE per **schijf** van 36 **begeleidingen** (zoals bekend op 31/12/1998) **gerealiseerd**.

**Om te komen tot** een verdere uitbouw van deze functie wordt aan de diensten pleegzorg bijkomend voor de eerste schijf van 36 begeleidingen + 6 uur **gezinsbegeleider** extra toegekend.

**Aangezien** de gesubsidieerde norm **alsnog niet voorziet** in voldoende **personeelsbezetting** om te **beantwoorden** aan de **noodzakelijke gezinsbegeleiding**, wordt deze **bijkomende tewerkstelling** met deze **finaliteit** aan de diensten toegevoegd.

§ 3: **GEZINSZORG** (Centra voor Intégrale Gezinszorg): 5,1 miljoen.

Aan de Centra voor Intégrale Gezinszorg worden bijkomende **begeleidingsuren** toegekend volgens de **nominatieve lijst** in bijlage. Deze bijkomende begeleidingsuren worden toegevoegd aan het op 1/7/1999 reeds **bestaande personeelsbestand**.

Met deze bijkomende tewerkstelling wordt, **uitgaande van het historisch bepaalde** personeelskader in **elk centrum** voor Intégrale Gezinszorg, een **gelijk uitgangspunt** gevestigd voor **elk Centrum** in functie van de **referentiepersoneelsomkadering** (CAO van 1/7/1998) en eventuele latere **ontwikkelingen** ervan.

§ 4: **AUTONOMOON ALGEMEEN WELZIJNSWERK**

1° **Overname** van de tewerkstelling Sociale Maribel uit het **Sectoraal Fonds 305.02** (ambulante diensten): 5 miljoen;

De toegekende tewerkstelling aan de ambulante diensten **zullen overeenkomstig** het **akkoord tussen de betrokken Sectorale Fondsen** worden op **dezelfde wijze** verdergezet en **gefinancierd** blijven door het Sectoraal Fonds Sociale Maribel 319.01.

**Hierdoor** worden **zij vervat** in de **collectieve arbeidsovereenkomst** van 29/5/1998 houdende maatregelen **met het oog op bevordering** van de tewerkstelling in de **Opvoedings- en Huisvestingsinstellingen** van de **Vlaamse Gemeenschap**.

2° Bijkomende tewerkstelling "centrale **ondersteuning**" per erkend centrum (11,5 miljoen + 16,3 miljoen **vanuit** de overdracht van het 305.02-personeel).

Aan elk erkend autonoom Centrum voor **Algemeen Welzijnswerk** zal bijkomende tewerkstelling voor centrale ondersteuning worden toegekend **aangezien** de subsidiërende overheid **hiervoor** alsnog geen norm **heeft** voor voorzien.

De **toekenning** per centrum **bedraagt minimaal** + 0,5 FTE volgens de verdeelsleutel van het **aantal eenheden régulier personeel** op het **erkeningsbesluit**.

Deze bijkomende tewerkstellingsuren worden toegevoegd aan het op 1/7/1999 reeds **bestaande personeelsbestand**.

In **samenhang** met deze **bepaling** wordt een **aanvullende** collectieve arbeidsovereenkomst gesloten bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 1/7/1998 ter **harmonisatie** van de **loon- en arbeidsvoorwaarden** "Algemeen Welzijnswerk".

**Artikel 5: SLOTBEPALINGEN:**

Alle maatregelen in deze collectieve arbeidsovereenkomst gelden op basis van en voor de erkenningen zoals zij bestaan op de datum van de inwerkingtreding van deze overeenkomst.

Deze tewerkstellingsmaatregelen beogen de vermindering van de arbeidsdruk en de verbetering van de kwaliteit van de dienstverlening.

In die betekenis dat zij tegemoetkomen aan tekorten in de noodzakelijke gesubsidieerde personeelsnormering van de overheid, wensen partijen hiermee selectief tegemoet te komen aan de arbeidsdruk.

Ondertekenende partijen bevestigen niettemin dat de overheid de nodige maatregelen tot een structurele oplossing van deze personeelsnormeringsproblemen zou moeten nemen en dat de sociale maribel-bijdrageverminderingen bij deze op zich en naar de toekomst geen middel zijn om deze definitieve compenseren.

Partijen doen met deze collectieve arbeidsovereenkomst dan ook geen enkele uitspraak over de aanwending van de eventuele nieuwe toekomstige middelen "Sociale Maribel".

**Artikel 6:** Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 juli 1999 en is gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan worden opgezegd door elk van de partijen mits een opzegging van 6 maanden betekend bij aangetekend schrijven aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité van de Opvoedings- en Huisvestingsinrichtingen van de Vlaamse Gemeenschap.